



Marjorie Nakache, Stains et tous les autres

Une véritable éradication programmée est en route.

dimanche 11 mars 2012, par [Nicolas Romeas](#)

Il y a d'un côté le Ministre qui vient de publier un livre auto-gratulant. Il y a le Ministre qui dit que son budget spectacle vivant a été protégé en dépit de la crise et, de l'autre côté, il y a les basses œuvres. On fauche, on coupe, on attaque, on abat, on ferme.



La mise à mort fonctionne sur le schéma suivant : le directeur des affaires culturelles de la Région annonce à la compagnie que les avis des experts sont défavorables. Le comité des experts se réunit à huis clos, ses membres sont au secret. Il n'y a aucun compte-rendu de publié.

Mais il y a des fuites. La vérité c'est qu'il y a souvent un seul membre du comité qui a vu la compagnie en question, or le membre en question est la plupart du temps un directeur de scène nationale, ou de Centre dramatique qui, dans son jugement, ne tient absolument pas compte de la relation au public, ou de la relation à un territoire, ou du travail d'action artistique effectué en milieu difficile par la compagnie.

On ne juge l'œuvre que sur des critères d'excellence très discutables.

Si la compagnie a joué au Rond-Point ou au Théâtre de la Colline, ou à Chaillot, elle est sauvée. Lieu repéré, lieu légitime. Si elle a un article dans Télérama ou Le Monde, elle est sauvée.

Le Ministère d'habitude n'ose pas s'attaquer aux UBM (Unité de Bruit médiatique) car il craint les vagues. (cf Zingaro).

Le Ministère surveille de près "les grandes gueules", ceux qui émargent aux subventions mais qui ne se gênent pas pour critiquer.

Il n'y a pas que le Studio-théâtre de Stains qui est attaqué, il y a le Hublot de Colombes, l'Avant-rue de Paris, le Théâtre de la Mezannine et plein d'autres. C'est une véritable éradication programmée qui est en route.

Le Ministère veut du prestige, il mise sur Bondy et Schiaretti, l'Opéra de Paris, Marseille ville européenne de la Culture.

Le Théâtre de l'Unité vient de perdre 56 000 €. On nous explique que les avis sont défavorables et qu'il faut passer de la convention "compagnies" à "l'aide au lieu", mais dans les nomenclatures on nous dit que la catégorie "compagnie avec lieu", cela n'existe plus. On nous explique qu'il faut laisser un peu d'oxygène

aux jeunes, sauf que les jeunes compagnies en question n'ont pas vu la couleur des 56 000 €...
Au moins, on ne pourra plus dire que le Minsitère de la culture n'a pas de politique, il en a une.

Elle se résume en "Place aux grosses institutions".

Cela résume bien la méthode Sarkozy : "grande parade, effet d'annonce-rideau de fumée" et dans les coulisses on fait table rase, en espérant que cela ne fasse pas de bruit.

Jacques Livchine

RAPPEL